

# Les travailleurs réclament un fonds d'exploitation de 3 milliards DA

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5455 - Mardi 24 août 2021 - Prix : 10 DA

Algérie-Tunisie

## Entretien téléphonique entre le Président Tebboune et Kaïs Saïed

Selon D' Bekkat Berkani

## «La vaccination des enfants à partir de l'âge de 12 ans est nécessaire»

### Retrait d'Afghanistan : pas un seul ne devra ensuite manquer à l'appel

Par Mohamed Habili

Ce que le ou les retraits d'Afghanistan – plusieurs Etats étant concernés, pas seulement les Etats-Unis – sont en train de nous apprendre, c'est que pour se désengager d'un pays, il ne suffit pas de le vouloir, il faut encore le pouvoir. Celui qui se fait quasiment sous nos yeux, le plus souvent d'ailleurs dans une pagaille indescriptible, n'est pourtant pas le plus périlleux, les nouveaux maîtres du pays, les Talibans, ne demandant en effet qu'à voir les anciens occupants s'en aller jusqu'au dernier et le plus rapidement possible. C'est à peine s'ils ne se sont pas offerts à aider au embarquement de tous ceux, militaires et civils, qui y ont droit aux termes des accords de Doha, passés exclusivement entre les Etats-Unis et eux, il y a de cela des mois. Etant déjà en force tout autour de l'aéroport de Kaboul, lequel tient lieu à la fois d'ambassades, de base de vie, de camp retranché par un côté et assiégé de l'autre, de quoi d'embarquement, et pour finir de piste de décollage, ils n'auraient pas beaucoup de chemin à faire ni même beaucoup de forces à dépêcher sur place pour faire en sorte que tout ce monde entassé à l'intérieur et à l'extérieur, agité de transes et quelquefois hurlant de désespoir, soit poussé jusqu'au dernier au bord de l'aviation ultime.

Suite en page 3

### Assassinat de Djamel Bensmail

# 92 suspects devant le procureur de la République



PH/D. R.

Les mis en cause dans l'assassinat du jeune Djamel Bensmail à Larbaâ Nath Irathen (Tizi Ouzou) ont été présentés, hier, devant le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed, à Alger. 92 suspects, dont 3 femmes, arrêtés dans plusieurs wilayas du pays, ont été déférés, a indiqué une source judiciaire.

Rentrée des classes 2021/2022

## Les articles scolaires toujours aussi chers

Ligue I (38<sup>e</sup> et dernière journée)

## Trois clubs dans la tourmente

Assassinat de Djamel Bensmail

# 92 suspects devant le procureur de la République

■ Les mis en cause dans l'assassinat du jeune Djamel Bensmail à Larbaâ Nath Irathen (Tizi Ouzou) ont été présentés, hier, devant le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed, à Alger. 92 suspects, dont 3 femmes, arrêtés dans plusieurs wilayas du pays, ont été déférés, a indiqué une source judiciaire.

Par Massi Salami

Les mis en cause sont poursuivis pour homicide volontaire, lynchage et immolation par le feu d'un cadavre, violation de l'encontre d'un poste de police, appartenance à un groupe terroriste et actes de vandalisme portant atteinte à la sécurité de l'Etat, a précisé la même source.

Dans la matinée d'hier, les fourgons cellulaires transportant

les prévenus sont arrivés au tribunal de Sidi M'hamed au milieu d'un dispositif sécuritaire renforcé. L'on a constaté une forte présence de citoyens. L'enquête sur l'assassinat et le lynchage du jeune Djamel Bensmail est toujours en cours. De nouvelles révélations sont attendues lors du procès. L'assassinat abject et abominable de Djamel Bensmail, un jeune originaire de Ain Defla, venu donner un coup de main, suite aux feux de forêt qui se sont déclarés à Tizi Ouzou, a choqué les Algériens. Après avoir été lynché à mort et son cadavre brûlé, des vidéos ayant circulé sur les réseaux sociaux ont montré un individu en train de le décapiter. Le 15 août dernier, le directeur de la Police judiciaire à la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), Mohamed Chakour, a affirmé l'arrestation de 36 mis en cause, dont 3 femmes. Intervenant lors d'une conférence de presse, ce Contrôleur de police dira que parmi les individus arrêtés «figurent la femme qui appelait et incitait à décapiter la dépouille et la personne qui a poignardé la victime, arrêtée alors qu'elle tentait de fuir vers le Maroc». M. Chakour a précisé que les policiers qui transportaient la victime à bord du véhicule de police «ont évité les tirs de sommation pour empêcher tout dérapage sécuritaire dangereux, que certaines parties connues pour leur hostilité envers l'Algérie auraient exploité pour déstabiliser le pays». Deux jours après, «25 autres suspects ont été arrêtés» alors qu'ils étaient en état de fuite dans plusieurs wilayas du pays, a indiqué la Direction générale de la Sûreté nationale dans un communiqué, affirmant avoir découvert «des informations étonnantes» sur les



Ph/D. R.

mobiles du meurtre. Il s'agit, entre autres, de «deux individus arrêtés par les services de sûreté de la wilaya d'Oran, alors qu'ils s'approprièrent à quitter le territoire national». La même source a précisé que l'enquête préliminaire diligentée par les services compétents de la Sûreté nationale avait permis, à ce jour, «l'arrestation, au total, de 61 suspects impliqués à différents degrés». Utilisant des techniques modernes, les mêmes services ont pu récupérer le téléphone portable de la victime. L'exploitation de l'appareil a permis aux enquêteurs de découvrir des «informations étonnantes sur les véritables mobiles du meurtre du jeune Djamel Bensmail, qui seront révélées par la justice ultérieurement en raison du secret de l'instruction», a ajouté le commu-

niqué de la police. La DGSN a également fait savoir que l'enquête a permis de «découvrir qu'un réseau criminel, classé comme organisation terroriste, est derrière le plan ignoble, de l'aveu de ses membres arrêtés». Le même jour, une nouvelle vidéo comprenant les aveux de nouveaux mis en cause a été diffusée. Il s'agit de témoignages de plusieurs individus dont l'implica-

tion dans l'affaire de l'assassinat de Djamel Bensmail a été «établie par des preuves scientifiques et techniques, parmi lesquels se trouvaient des membres de l'organisation terroriste MAK». Ils ont avoué avoir frappé la victime avant de la traîner, tuer, brûler puis mutiler au niveau la place du martyr Abane-Ramadane, au centre-ville de Larbaâ Nath Irathen.

M. S.

Bilan des dernières 24 heures

## 506 nouveaux contaminés et 30 décés

L'Algérie a enregistré 30 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, 10 cas de plus que le bilan d'hier (20), portant à 5 034 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une hausse, avec 506 cas, soit 94 cas de plus par rapport au bilan d'hier (412), pour atteindre, au total, 192 089 cas confirmés.

R. N.

### Algérie-Tunisie Entretien téléphonique entre le Président Tebboune et Kais Saïed

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a eu, hier, un entretien téléphonique avec son homologue tunisien, Kais Saïed, au cours duquel il lui a affirmé «la solidarité du peuple et du gouvernement algériens avec la Tunisie en cette étape sensible», a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. «Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a eu un entretien téléphonique avec son frère Kais Saïed, président de la République de Tunisie, au cours duquel il lui a affirmé la solidarité du peuple et du gouvernement algériens avec la Tunisie en cette étape sensible», lit-on dans le communiqué. Lors de l'entretien, les deux présidents ont évoqué «le soutien des relations algéro-tunisiennes dans divers domaines», conclut le document.

R. N.

### Lamamra remet au Président Kais Saïed un message de son homologue algérien

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra a remis, hier, un message du président de la République, Abdelmadjid Tebboune au Président tunisien Kais Saïed. «J'ai eu l'honneur de rencontrer le Président Kais Saïed, auquel j'ai remis un message écrit de son frère le Président Abdelmadjid Tebboune», a écrit M. Lamamra sur son compte twitter. L'occasion était pour les deux parties de «passer en revue les relations fraternelles distinguées unissant l'Algérie et la Tunisie, saluer l'élan de solidarité enregistré récemment et évoquer les derniers développements sur la scène maghrébine».

R. N.

Pour éviter une cessation d'activité à l'Eniem de Tizi Ouzou

## Les travailleurs réclament un fonds d'exploitation de 3 milliards DA

Un fonds d'exploitation d'au moins 3 milliards de dinars, à l'effet de financer son cycle opérationnel, est plus que nécessaire pour éviter une cessation d'activité, en septembre, de l'Entreprise nationale des industries de l'électroménager (Eniem) de Tizi-Ouzou.

L'appel aux plus hautes autorités du pays a été lancé hier par le syndicat de l'entreprise, affilié à l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta), dans une déclaration. «Notre entreprise est sinistrée. C'est le cas de le dire, en effet. Au bord de l'asphyxie financière, à tel point qu'elle est inca-

pable d'assurer son approvisionnement en matières premières, l'Eniem risque sous peu de retomber dans une cessation d'activité», lit-on dans ce document. «Les difficultés financières que connaît l'entreprise, plutôt que de s'estomper, s'accroissent faute d'un renflouement conséquent à même d'impulser une réelle et pérenne relance d'activité. Aujourd'hui, le point zéro est atteint avec un épuisement total des stocks, à la fois de la matière première et des produits finis. Devant cet état de fait, qui n'est rien de moins qu'une impasse, l'impatience et l'agitation gagnent

les travailleurs et le risque d'un conflit social est bien palpable», avertissent les rédacteurs de la déclaration. Le syndicat réclame «l'octroi d'un crédit d'investissement conséquent, à même de permettre à l'entreprise de rénover ses outils de production et, d'autre part, le gel du décret exécutif 20-313 fixant les conditions et modalités d'admission au bénéfice du régime fiscal préférentiel aux fins de donner la déclaration nécessaire à l'entreprise d'atteindre les taux d'intégration fixés dans le décret précité».

«L'Eniem a impérieusement besoin d'un fonds d'exploitation

d'au moins 3 milliards de dinars à l'effet de financer son cycle opérationnel», poursuit-on dans le document, tout en réclamant «l'effacement des dettes que traîne l'entreprise, ou du moins un moratoire pour la libérer un tant soit peu des contraintes inhérentes au service de la dette et aider à rétablir son autonomie financière». Dans le même document, il est annoncé qu'«une conférence syndicale est convoquée en septembre, en vue de débattre de la situation et d'éventuelles actions à mener en faveur de la pérennité de notre entreprise».

Hamid M.

Selon D<sup>r</sup> Bekkat Berkani

# «La vaccination des enfants à partir de l'âge de 12 ans est nécessaire»

■ Insistant sur une vaccination de masse de la population pour stopper la propagation du Covid-19, le président du Conseil de l'Ordre des médecins n'a pas manqué de regretter l'absence d'un «plan de prévention et de stratégie de vaccination».

Par Louisa Ait Ramdane

«**N**otre problème, c'est que nous n'avons pas fait de plans de prévention et de vaccination applicables à notre population», a-t-il regretté, soulignant qu'«il est temps de prendre les conceptions scientifiques, de les adapter au pays en fonction de nos moyens». D'autant que l'Algérie importe des quantités suffisantes du vaccin anti-Covid, en plus de la production locale du vaccin qui débutera à partir du mois de septembre prochain pour atteindre une autosuffisance vaccinale. Bekkat Berkani a appelé à profiter de cette opportunité pour réaliser un véritable programme de prévention et de vaccination.

Selon lui, la solution définitive conseillée par les scientifiques est la vaccination collective. Il a appelé à la multiplication des centres de vaccination, essayer de vacciner dans les lieux de travail, dans les endroits de vie, tous azimuts, pour essayer de toucher un maximum de population et en même temps pour aller progressivement vers l'immunité collective.

Concernant la vaccination des enfants, D<sup>r</sup> Bekkat Berkani a expliqué que «les enfants sont concernés par la vaccination, probablement à partir de l'âge de 12 ans». Il dira que «les enfants court actuellement, avec l'apparition du variant Delta, un grand danger». Selon lui, «plusieurs études ont prouvé que les enfants sont touchés par le Covid et il y a même de cas très graves. A l'âge de 12 ans il est nécessaire de vacciner les enfants. Il ne faut pas que l'Algérie soit en



PND, R.

reste, il faut que nous protégeons nos enfants». Revenant à la dernière recommandation du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, d'accélérer l'opération de vaccination en faveur du personnel enseignant en prévision de la rentrée scolaire, D<sup>r</sup> Bekkat Berkani a indiqué que «cette décision est une condition sine qua non pour réussir la prochaine rentrée sociale». «Vacciner le corps enseignant permettra une rentrée scolaire à l'abri du danger», dira-t-il, lors de l'émission «Invité de la rédaction» de la Chaîne 3 de la Radio nationale.

Par ailleurs, le président du Conseil de l'Ordre des médecins a salué les mesures prises par les autorités pour lutter contre le coronavirus. «Les mesures conjoncturelles prises par le gouvernement sont couronnées de succès», a-t-il admis. «Nous avons observé ces jours-ci une certaine décreue qu'on pourrait interpréter comme le reflet des mesures décidées par le gouvernement et appliquées par la population», a-t-il ajouté. Il est revenu également sur la récente vague qui a touché l'Algérie. «Nous avons

difficile en pertes humaines qui est le fait du variant Delta qui nous a coûté beaucoup de victimes. Tout le monde a constaté que c'étaient des cas graves qui nécessitaient de l'oxygène. Nous avons été surpris par cette demande exagérée de cette substance vitale, alors il est temps de prendre des dispositions préventives et globales», a-t-il dit. Ne pas baisser la vigilance, même pour les vaccinés, est une condition pour le D<sup>r</sup> Bekkat Berkani pour briser la chaîne de contamination.

L. A. R.

Rentrée des classes 2021/2022

## Les articles scolaires toujours aussi chers

La rentrée scolaire approche à grands pas. Au moment où le ministre de l'Éducation nationale multiplie les réunions pour préparer au mieux cette rentrée, les parents d'élèves se préparent eux aussi aux achats des articles scolaires à leurs enfants. Si les librairies, magasins spécialisés et marchés proposent une palette riche en articles scolaires, les prix proposés sont exorbitants, voire inaccessibles pour les familles démunies, notamment celles dites nombreuses. En effet, lors d'une tournée effectuée dans différentes boutiques et marchés à Alger, on a constaté un cherté des prix. Pour un cartable lambda dans les marchés informels, il faut compter entre 1 500 et 2 200 DA au minimum. Au niveau des magasins les prix doublent et ce même cartable lambda est proposé entre 2 800 et 4 500 DA.

Pour un tablier scolaire, il faut compter entre 1 500 et 2 500 DA. Les trousseaux coûtent entre 350 da et 900 DA, selon la taille, la qualité et la provenance. Les stylos sont à pas moins de 30 DA. Une règle simple de 20 cm est cédée à 80 DA et 150 DA pour les modèles les plus élaborés. Les gommés sont proposés entre 50 et 70 DA. Les articles scolaires Maped sont affichés comme suit : 180 DA le cahier de 192 pages et 255 DA celui de 96 pages. Quant aux crayons de couleur, ils sont entre 400 et 1 900 DA... Selon Mouloud, père de trois enfants, deux au lycée et un au primaire, croisé hier au marché de Ain Benian devant un commerçant de fournitures scolaires, «les prix sont plus élevés cette année. Et vu le contexte socio-économique et sanitaire, mon budget sera vraiment serré». Et d'ajouter : «Mes enfants vont

se contenter de l'essentiel et du moins cher pour que chacun puisse avoir le cartable plein». Une mère de famille, rencontrée devant une librairie à Alger-Centre, nous dira : «Je suis vraiment surprise par la hausse des prix», ajoutant que «pour cette année, je me contenterai d'acheter les cahiers et les stylos et je vais récupérer les tabliers, les cartables et autres articles de l'année passée». Même galère pour Meriem, mère de trois enfants, dont l'un vient de passer en 4<sup>e</sup> année et la cadette en 5<sup>e</sup>. Elle déplore cette hausse inexplicable des articles scolaires : «C'est trop cher», dit-elle tout en se résignant à acheter ce dont on a besoin ses deux enfants. «Les deux cartables m'ont coûté 4 400 DA», a-t-elle précisé. Enfin, il est à noter que le ministère de l'Éducation nationale avait adressé un courrier aux directeurs de

l'Éducation et chefs d'établissements contenant la liste des fournitures scolaires nécessaires pour les trois paliers d'enseignement, et ce, afin d'assurer l'allègement des cartables des enfants et la rationalisation des dépenses pour les parents, notamment des cahiers qui restent inutilisés à la fin de l'année scolaire. En outre, lors d'une réunion entre le ministre de l'Éducation nationale et les représentants de quatre associations des parents d'élèves, Abdelhakim Belabed a indiqué que «les parents d'élèves doivent penser à l'achat des fournitures scolaires bien avant la date de la rentrée scolaire prévue pour le 21 septembre et ce, afin d'éviter les regroupements à l'intérieur des librairies et magasins spécialisés dans la vente de ces articles».

Thinhinene Khouchi

### LA QUESTION DU JOUR

#### Retrait d'Afghanistan : pas un seul ne devra ensuite manquer à l'appel

Suite de la page une

O r tout le monde n'est pas dans les mêmes dispositions qu'eux. D'ailleurs, ce ne sont pas eux, les Talibans, qui en l'occurrence sont craints, mais les groupes djihadistes internationaux, en premier lieu al-Qaïda, qui pourraient commettre un attentat, une perspective crédible qui rend tout le monde plus nerveux et plus pressé encore. Personne ne l'est cependant autant que la Maison-Blanche, qui déjà a du mal à faire face aux critiques fusant de toutes parts, y compris du côté des démocrates, sur sa façon de s'y prendre. S'il lui faut encore devoir gérer les conséquences d'un attentat visant à perturber davantage le cours chaotique des opérations, elle risque à son tour le collapse, à l'image de celui qu'a connu l'armée afghane, il y a encore peu. En principe, tout devrait être terminé dans une semaine. Mais Joe Biden envisage depuis un bout de temps l'hypothèse où il faudrait rester plus longtemps, pour ne laisser personne derrière, à Kaboul ou quelque part ailleurs en Afghanistan. Quelqu'un du pays, forcément, les autres n'ayant personne en Amérique pour s'enquérir de leur sort le cas échéant. Les républicains ont été particulièrement clairs sur ce point : si le moment venu il manque à l'appel un Américain, un seul, la procédure d'impeachment contre le président sera déclenchée. Il faut dire que l'administration Biden avait tellement hâte de tourner la page de l'Afghanistan qu'elle n'a pas pris en compte tous les aspects de l'opération. D'où des négligences sur lesquelles les ténors républicains attirent maintenant l'attention du public. Ainsi de l'abandon précipité de la base aérienne de Bagram, la plus importante de toutes, qui aurait été particulièrement utile pour l'heure. Ainsi, surtout, de l'armement de plusieurs types et terrains, dont des avions de combat, des hélicoptères, des véhicules blindés, à chaque fois du matériel à la pointe du progrès technique, tombé en grosses quantités entre les mains des Talibans. Ceux-ci finiront bien par savoir s'en servir, quitte pour cela à se tourner vers les Chinois, vers les Russes, ou les Iraniens, quand ce n'est pas vers les trois à la fois. Biden, qui déjà dégingole dans les sondages, serait moins populaire encore si les pertes du retrait s'avéraient être non pas des militaires mais des civils – qui n'auraient pas pu arriver jusqu'à l'aéroport.

M. H.

Pour réduire les accidents de la route

# Appel à revoir la gestion des lignes de longue distance

■ Bekkai a souligné la nécessité de revoir la gestion des lignes de longue distance, en mettant en place des points de liaison inter-wilayas, insistant sur le rôle joué par les syndicats à travers les campagnes de sensibilisation contre ce fléau dangereux.

Par Hocine Y.

**L**e ministre des Transports, Aissa Bekkai, a mis l'accent sur la nécessité de

## Abdelmadjid Chikhi Nécessité de consacrer l'unité nationale

Le conseiller du président de la République, chargé des archives et de la mémoire nationale, Abdelmadjid Chikhi a affirmé, dimanche, la nécessité d'unifier les rangs et de consacrer l'unité nationale qui a permis au peuple algérien par le passé de surmonter toutes les épreuves, insistant sur l'impératif de faire face aux complots ourdis contre l'Algérie.

Lors d'une conférence tenue au siège du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, à l'occasion de la célébration de la journée nationale du Moudjahid, M. Chikhi a souligné "nous avons besoin de consacrer et de défendre notre unité nationale et de revenir à nos valeurs qui ont permis au peuple algérien de surmonter toutes les épreuves".

"Tous les critères susceptibles de renforcer notre unité nationale sont réunis et nous ne pouvons en aucun cas céder à la division quant aux complots+ il est nécessaire d'y faire face", a précisé M. Chikhi, ajoutant "nous devons consacrer la cohésion nationale en s'inspirant de l'exemple des militants et moudjahidine et faire front uni contre les conspirations fomentées contre ce grand pays". "L'Algérie a tenté par le passé d'unifier le Maghreb, néanmoins "certaines parties...autres que les Algériens bien sûr n'ont pas adhéré à notre démarche", a-t-il poursuivi.

L'intervenant a souligné que le Congrès de la Soummam devait se tenir d'une manière ou d'une autre et sans délai, en ce sens qu'il a constitué "un deuxième départ de la Révolution".

Le Congrès de la Soummam a traité deux questions, la première relative aux moyens mobilisés par l'Etat pour arracher l'indépendance et la définition de la position des non Algériens en Algérie vis-à-vis de la Révolution et la seconde relative à l'organisation de la Révolution et la légitimation des institutions dirigeantes.

Y. G.

revoir la gestion des lignes de longue distance du transport routier, étant l'une des principales causes de la hausse du nombre d'accidents de la route, a indiqué, hier, un communiqué du ministère.

Le ministre a présidé dimanche une réunion en présence de cadres du ministère, de syndicats du secteur du Transport routier, à savoir l'Union nationale des chauffeurs de taxis (UNCT), l'Organisation nationale des transporteurs algériens (ONTA) et l'Union nationale des transporteurs algériens (UNA), a précisé la même source.

Dans ce cadre, M. Bekkai a souligné la nécessité de revoir la gestion des lignes de longue distance, en mettant en place des points de liaison inter-wilayas, insistant sur le rôle joué par les syndicats à travers les campagnes de sensibilisation contre ce fléau dangereux.

Le ministre a appelé les acteurs du secteur à contribuer à l'enrichissement de la stratégie du secteur à travers des propositions efficaces et à participer au large débat que le ministère compte ouvrir avec les professionnels sur la création du Conseil national de transport routier qui devrait résoudre plusieurs problèmes dont souffre le secteur.

Dans ce contexte, le ministre a exhorté les acteurs du secteur à faire preuve de clairvoyance et de responsabilité, affirmant la nécessaire coordination avec les



P.V.D. R.

directeurs des transports des wilayas représentant le ministère au niveau local, avec l'ouverture des canaux de dialogue et de débat pour la relance du secteur qui se veut «un vecteur du développement socio-économique du pays».

Lors de la rencontre le ministre a écouté les différentes interventions et exposés présentés par les différents syndicats, dont les représentants ont soulevé

une série de préoccupations et de problèmes rencontrés, a-t-il ajouté.

Parmi les préoccupations soulevées, "la dégradation et la vétusté du parc automobile national de taxis, d'autobus et de camions, et l'incapacité de le renouveler en raison de l'indisponibilité des véhicules sur le marché".

Le problème d'exploitation de 50% seulement des capacités

des transporteurs dans le cadre du respect du protocole sanitaire de lutte contre la pandémie, a également été posé, vu "les pertes colossales essuyées par les transporteurs, en raison de la hausse des différents frais liés à leur activité et l'existence d'activités parallèles, les transporteurs privés représentant la part du lion dans le marché national du transport", conclut le document.

H. Y.

Histoire

## Le ministère des Affaires étrangères célèbre la Journée nationale du Moudjahid

**L**e ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger a célébré, dimanche, la Journée nationale du Moudjahid commémorant le double anniversaire de l'offensive du Nord Constantinois et du congrès de la Soummam (20 août 1955-1956).

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ramtane Lamamra, accompagné du conseiller du président de la République chargé des archives nationales et du dossier de la mémoire, le Directeur général des archives nationales, Abdelmadjid Chikhi, a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative des chouhada de la guerre de libération. L'hymne national a été entonné suivi de la lecture de la Fatihah à la mémoire des martyrs.

Dans une allocution pronon-

cée à cette occasion, le directeur général de la communication et de la documentation, l'ambassadeur Noureddine Sidi Abed a affirmé que "tout le peuple algérien se dresse comme un seul homme contre tous les complots et les conspirations visant à déstabiliser l'Algérie et à porter atteinte à sa sécurité et à son unité".

M. Abed a estimé que les deux stations historiques étaient "une sincère expression de l'attachement du peuple algérien à sa révolution de libération et de sa ferme conviction du recouvrement de sa liberté et de son indépendance contre la force coloniale la plus puissante de l'époque".

"En plus des pertes humaines et matérielles et des séquelles psychologiques subies par l'occupant français, l'offensive du Nord-Constantinois sous la direction

du vaillant chahid Zighoud Youcef et ses compagnons de lutte a réalisé des acquis fondamentaux", a-t-il soutenu.

Le diplomate a par ailleurs énuméré une série d'acquis, dont principalement "la consolidation de la cohésion du peuple algérien et de son attachement à sa révolution, en donnant une nouvelle impulsion à la Révolution du 1er novembre 1954 que le colonisateur français qui a cru pouvoir l'étouffer à travers le blocus imposé à la première wilaya historique".

Et d'ajouter qu'elle "était également un message à destination de l'opinion publique française et internationale à travers laquelle le peuple algérien a affirmé son attachement au choix de la lutte armée et la capacité des Moudjahidines de l'Armée de libération nationale (ALN) à infliger une défaite à l'armée française".

"La tenue d'un congrès à Ifri Ouzellaguen à Oued Soummam le 20 août 1956 témoignait du génie de la révolution en termes de planification et d'administration, où les dirigeants de la révolution se sont réunis pour la première fois depuis le déclenchement de la révolution le 1er novembre 1954", a-t-il indiqué.

Il a appelé à "redoubler d'efforts et de vigilance pour protéger notre pays et les acquis de notre Révolution et préserver les précieux legs de nos chouhada: une Algérie unifiée et forte".

Il a, dans ce cadre, mis en exergue la solidarité du peuple algérien suite à la catastrophe des feux de forêt qui ont touché plusieurs régions du pays, soulignant que les Algériens "sont conscients de l'ampleur des enjeux et des dangers sécuritaires qui guettent notre pays".

D. R.

## Pétrole

# Le Brent à plus de 67 dollars le baril

■ Les prix du pétrole affichaient une hausse prononcée hier, après une baisse la semaine passée, les investisseurs étant moins pessimistes pour la demande après l'annonce par la Chine d'aucun nouveau cas de Covid-19 d'origine locale sur son sol.



Par Salem K.

**A**vant midi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 67,42 dollars à Londres, en forte hausse de 3,44 % par rapport à la clôture de vendredi.

A New York, le baril américain de WTI pour le même mois, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, décollait dans le même temps 3,40 % à 64,25 dollars.

La semaine dernière a été des plus difficiles pour les deux contrats de référence qui ont

enregistré une baisse.

La Chine, confrontée ces dernières semaines à un rebond épidémique lié à la souche Delta, n'a fait état hier d'aucun nouveau cas de Covid-19 d'origine locale sur son sol, ce qui constitue une première depuis le 16 juillet et laisse à penser que la propaga-

tion est contenue.

«C'est une bon signe pour la demande de brut», estiment les observateurs du marché pétrolier, d'autant que la Chine est le deuxième consommateur mondial de pétrole après les Etats-Unis, et le premier importateur.

L'exemple de l'Inde, frappée

au printemps par une vague meurtrière de Covid-19 et dont la consommation de brut se remet, «montre à quelle vitesse la demande se redresse une fois les restrictions levées», font observer les analystes.

Le marché se tourne également vers la prochaine réunion de l'Opep+ qui se réunira la semaine prochaine.

Opep+ qui regroupe des membres l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et dix alliés avait décidé le mois dernier de continuer à augmenter sa production, après l'avoir baissée l'an dernier pour contrer la chute de la demande et des prix.

S. K.

## Céréales

## Les cours du blé poursuivent leur hausse

Les prix du blé poursuivaient leur hausse, hier à la mi-journée, en raison de prévisions de récoltes revues à la baisse, notamment en Russie, et de problèmes de qualité rencontrés en France.

Selon France AgriMer, 91 % des blés auraient été récoltés au 16 août. Compte tenu des conditions climatiques de ces dernières semaines, la qualité de l'origine France fait souvent défaut et tend le marché export, notamment pour des livraisons rapprochées.

Cet après-midi sur Euronext, la tonne de blé tendre reculait de 3,25 euros sur l'échéance de septembre à 270 euros, et à l'inverse progressait de 2,25 euros sur l'échéance de décembre à 246,75 euros, pour un peu plus de 16 000 lots échangés.

La tonne de maïs, elle, progressait d'un euro sur l'échéance de novembre à 217 euros, et de 50 centimes sur l'échéance de janvier à 218,25 euros, pour près de 200 lots échangés.

F. M.

## Opep

## Le secrétaire général en visite au Congo-Brazzaville

**L**e secrétaire général de l'Organisation des pays producteurs de pétrole, Mohammed Barkindo, est arrivé dimanche soir au Congo-Brazzaville, première visite d'un responsable de l'Opep dans ce pays, a indiqué le ministre congolais des Hydrocarbures.

«Le Congo a un rôle essentiel à jouer dans l'industrie de l'énergie mondiale et l'Opep prévoit de l'encourager», a indi-

qué Mohammed Barkindo, cité dans un communiqué de presse transmis par ce ministère.

Durant son séjour, prévu jusqu'au 25 août, le secrétaire général de l'Opep doit rencontrer plusieurs officiels, dont le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso et le chef de l'Etat, Denis Sassou Nguesso, et visiter au moins une plateforme au large de Pointe-Noire, la capitale économique (sud).

Arrivé dans la soirée à l'aéroport de Brazzaville en provenance du Nigeria, M. Barkindo a été accueilli par Bruno Jean-Richard Itoua, ministre congolais des Hydrocarbures.

Reconnu comme le quatrième producteur de pétrole au sud du Sahara, loin derrière le Nigeria, l'Angola et la Guinée équatoriale, le Congo-Brazzaville a intégré l'Opep en 2018.

Avec une façade maritime de 170 km, le Congo est devenu producteur et exportateur de pétrole à partir de 1973, reléguant le bois au second rang.

Officiellement, les réserves prouvées du pays sont de 2,9 milliards de barils. Sa production journalière est de 336 000 barils.

K. F.

## Monnaies

## Le dollar en légère baisse face à l'euro

**L**e dollar baissait légèrement face à l'euro hier, dans un marché des changes peu agité, déjà focalisé sur la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole en fin de la semaine.

Vers midi, le dollar cédait 0,22 % à 1,1724 dollar pour un euro.

«Le marché se focalise sur le symposium de Jackson Hole, où le président de la Fed, Jerome Powell, pourrait donner plus d'informations sur quand et comment la Banque centrale américaine va ralentir son programme de rachats d'actifs», explique Kit Juckes, analyste chez Société Générale.

Alors que l'inflation augmentait aux Etats-Unis et que l'économie a repris des couleurs après le coup porté par la pandémie de Covid-19, la Réserve fédérale (Fed) pourrait en effet envisager de ralentir son programme de soutien.

Une politique monétaire plus stricte rendrait le dollar plus attractif. «Les minutes de la dernière réunion de la Fed laissent penser qu'un ralentissement du programme de rachats d'actifs dès la fin de l'année est une possibilité», rappelle Matthey Ryan, analyste chez Ebury.

La publication de ces minutes demain mercredi, ainsi que des inquiétudes géopoliti-

ques (propagation du variant Delta à travers le monde, arrivée au pouvoir des Talibans en Afghanistan) ont fait grimper le dollar, valeur refuge.

Vendredi, l'euro avait atteint son plus bas face au billet vert depuis novembre 2020 et l'élection de Joe Biden, à 1,1664 dollar pour un euro.

Par ailleurs, la monnaie unique européenne a profité d'une croissance du secteur privé toujours solide.

L'indice PMI composite du cabinet Markit a progressé en août à 59,5, contre un niveau de 60,2 en juillet, signe d'une très forte expansion de l'activité.

«Cet indicateur était plus

attendu que d'habitude en raison de la reprise des contaminations au variant Delta, qui avait fait craindre aux investisseurs de nouvelles perturbations de l'économie», souligne Derek Halpenny, analyste chez MUFG.

Le cours du bitcoin montait de 3,4 % à 50 328 dollars, après avoir atteint quelques heures plus tôt 50 440 dollars, un plus haut depuis mi-mai.

La volatile cryptomonnaie est dopée notamment par des annonces positives du géant des paiements en ligne Paypal et la plateforme d'achats de cryptomonnaies Coinbase.

Salem M.

## Zone euro

## La croissance du secteur privé ralentit légèrement en août

L'activité du secteur privé dans la zone euro a vu sa croissance légèrement ralentir en août, même si celle-ci reste proche de son plus haut niveau en 15 ans, grâce à la robustesse des services, selon l'indice PMI composite du cabinet Markit. D'après la première estimation publiée hier, cet indice a progressé ce mois-ci à 59,5, contre 60,2 en juillet.

Un chiffre inférieur à 50 signifie que l'activité se contracte, alors qu'à l'inverse elle progresse si le chiffre est supérieur à ce seuil.

L. Y.

Sétif

# Caravane récréative au profit des enfants des régions touchées par les feux de forêt

■ Une caravane récréative visant un soutien psychologique et un accompagnement des enfants et des jeunes des régions touchées par les incendies de forêt qui ont ravagé plusieurs communes de la wilaya de Sétif au cours des deux dernières semaines a été organisée à l'initiative de la Direction locale de la jeunesse et des sports (DJS), a-t-on appris, dimanche, auprès des organisateurs.

Par Bilal L.

La caravane, dont les activités ont été entamées samedi, est organisée en coordination avec la Ligue des activités de plein air, de loisir et d'échanges entre les jeunes (Lapalej) et l'Office des établissements des jeunes (Odej) et devra se rendre à toutes les zones touchées par les incendies de forêt à travers la wilaya, y compris celles les plus reculées, et proposer des activités récréatives et des séances d'accompagnement psychologique pour les enfants et les jeunes, a indiqué à l'APS le directeur local de la jeunesse et des sports, El Yazid Zououaoui.

Cette initiative s'inscrit aussi dans le cadre des instructions

du ministère de tutelle visant la prise en charge des enfants habitant les zones touchées par les incendies de forêt qui ont frappé depuis le 9 août dernier plusieurs wilayas du pays et causé des pertes «importantes» en vies humaines et en couvert végétal, selon la même source.

Cette action de solidarité, menée par une équipe de la DJS et une autre de l'Odej dont des éducateurs, des éducateurs spécialisés, ainsi que des psychologues et qui devra se poursuivre jusqu'à la prochaine rentrée scolaire, contribuera à atténuer la pression chez les enfants et les jeunes qui ont vécu les incendies et leur apportera joie et détente.

La caravane, qui devra passer une journée dans chaque région ciblée, propose également diverses activités et espaces ouverts pour les enfants et les jeunes, avec des représentations théâtrales, des concours, des jeux d'animation et de divertissement, et l'organisation de concours éducatifs



pour les enfants, sanctionnés par des prix d'encouragement aux lauréats, a-t-on encore ajouté.

La wilaya de Sétif a enregistré, au cours de la période du 9 au 16 août dernier, 22 incendies qui se sont déclarés dans 11

communes dont 10 sont situées au nord du chef-lieu de wilaya, comme Mouaouiaa, Dehamcha, Ain Sebt, Ait Tizi, Bouselam, Ain Kébira, Ain Roua et autres, en plus de la commune de Guidjel (sud de Sétif).

Ces incendies ont causé la

mort de 3 personnes, dont un octogénaire et deux frères (42 et 46 ans), tous originaires des communes d'Ain Sebt et Dehamcha (Nord-est de Sétif), et ont engendré des dégâts «importants» dans le couvert végétal.

B. L.

Bouira

## Campagne de vaccination au profit des employés de l'Education

Une campagne de vaccination contre le Covid-19 a été lancée à Bouira au profit des employés de l'Education et ce, en prévision de la prochaine rentrée scolaire, a indiqué, dimanche, le chargé de la communication de la direction locale de ce secteur, Abdelhamid Douadji.

Selon les détails fournis à l'APS par M. Douadji, l'opération de vaccination a démarré dans la matinée avec un afflux important des employés du secteur. «Nous avons plus 17 000 employés qui sont concernés par la vaccination afin de lutter contre la propagation du virus

dans les établissements scolaires», a expliqué le même responsable.

Une douzaine de centres de santé scolaires sont ouverts à cette occasion pour mener cette campagne de vaccination à travers les différentes communes de la wilaya de Bouira. «La vaccination est indispensable pour protéger le personnel de l'Education afin de freiner la propagation du virus au sein du milieu scolaire», a-t-il dit.

«Cette campagne devra se poursuivre jusqu'au jour de la rentrée scolaire», a tenu à préciser M. Douadji. Fin juillet dernier, la Direction de l'éducation avait

déjà mené deux opérations de vaccination au profit des employés du secteur, selon la même source.

Durant ces deux opérations, qui ont connu un grand engouement, plus de 1 000 employés avaient été vaccinés dans le cadre des mesures de prévention et de lutte contre la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus.

En prévision de la rentrée scolaire, les autorités locales de la wilaya ont déployé d'importants montants financiers pour l'acquisition de produits de prévention et de protection contre la pandémie dans le milieu scolaire.

«Cette année, de gros moyens sont mis à la disposition du secteur de l'Education pour la prévention et la lutte contre la propagation du virus, notamment avec le nouveau et dangereux variant Delta», a souligné le même responsable.

M. Douadji a saisi cette occasion pour appeler l'ensemble des employés du secteur à se rapprocher des unités de dépistage et de suivi relevant des centres de santé scolaires afin de se faire vacciner et se protéger contre toute éventuelle menace due au virus.

S. L.

Oran

## Ouverture de nouveaux postes de formation

Plus de 7 900 nouveaux postes de formation ont été ouverts dans la wilaya d'Oran, en prévision de la session de septembre prochain, a-t-on appris, dimanche, auprès de la Direction de la formation et de l'enseignement professionnels.

Dans ce cadre, la prochaine session proposera 1 440 postes de formation résidentielle, 4 380 postes en apprentissage et 1 373 autres de formation à distance dans le cadre des cours du soir, ainsi que 625 postes

dans les établissements privés, en plus de 80 postes nouveaux de formation en «passerelle», une offre de formation spéciale aux employés pour passer d'un niveau à un autre, selon la même source.

D'autre part, 9 nouvelles spécialités seront ouvertes, dont l'urbanisme, la fabrication de fromages et des dérivés du lait, les travaux d'imprimerie, le jardinage et espaces verts, la maintenance des équipements informatiques, en plus de spécialités

d'aptitude professionnelle dont la peinture sur tissu et la soie, le recyclage des déchets, entre autres.

La session de septembre verra aussi l'ouverture de deux nouveaux centres de formation professionnelle au niveau de Sidi Bachir et Haï Nedjma, ainsi que deux autres établissements dont l'ouverture est prévue au courant de cette année, à savoir un centre de formation professionnelle à Sidi Chahmi et un institut national spécialisé dans

la formation professionnelle à Belgaïd. Ces structures permettront, lors de leur entrée en service, d'accueillir 1 450 stagiaires, selon la même direction, ajoutant que le nombre global des stagiaires pour la prochaine session dépassera les 15 200.

Le secteur de la Formation professionnelle de la wilaya d'Oran a enregistré, l'année dernière, la sortie de plus de 5 000 stagiaires dans 147 spécialités, rappelle-t-on.

T. F.

### Ouargla Nouvelles structures éducatives

De nouvelles structures éducatives seront réceptionnées à Ouargla en prévision de la rentrée scolaire 2021/2022, a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la wilaya.

Il s'agit de l'entrée en service d'un lycée dans la commune d'Ain El-Beïda, d'un collège d'enseignement moyen (CEM) à Hay Ennasr (Ouargla) et de quatre groupements scolaires répartis sur les quartiers de Hay Ennasr-8, Cité Boudraa et Ziayna (Rouissat) et Roud El-Baguel (El-Borma), a-t-on précisé.

La rentrée 2021-2022 sera marquée également par la réception de huit salles d'extension des écoles du cycle primaire, notamment dans les localités enclavées, à l'instar de Debiche, Ogllet Larbaa (N'goussa), El-Ghenami (Ain El-Beïda), Oum El Raneb (Sidi Khouiled), a-t-on fait savoir.

Le secteur de l'Education sera renforcé aussi par dix salles d'extension pour le cycle moyen et douze autres pour le secondaire, indique la même source.

Il s'agit également de cinq cantines scolaires dans des écoles primaires à travers les quartiers de Mekhadema, Bamendil, Hay Bouzid, Béni Thour et El-Gara (chef-lieu de wilaya).

Ces nouvelles structures permettront de contribuer à l'amélioration de la qualité de l'enseignement et l'élimination du problème de la surcharge des classes dans les établissements éducatifs, a-t-on souligné.

Bilal L.

Film sur l'«Emir Abdelkader»

# Le projet bientôt relancé

■ Le projet de film sur l'«Emir Abdelkader» sera relancé. Il s'agit d'une instruction donnée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche. Ce projet, datant de 2011, avait été «gelé» pour des raisons «techniques» et «logistiques», selon les déclarations du ministère de la Culture et des Arts.



Par Abia Selles

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a donné des instruc-

tions, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, pour la relance du projet de production du film «L'Emir Abdelkader», «fondateur de l'Etat algérien moderne et

symbole universel», indique un communiqué du Conseil.

Le chef de l'Etat a également mis l'accent sur la nécessité d'asseoir les bases d'une industrie cinématographique créatrice

d'emplois et de richesse à travers une production cinématographique constructive répondant aux standards internationaux, précise la même source.

Par ailleurs, il a jugé impératif d'intégrer les diplômés des instituts artistiques et dramatiques ainsi que les titulaires du baccalauréat artistique, à instituer prochainement, dans le domaine artistique, toutes spécialités confondues.

Ont été examinés, lors de la réunion du Conseil des ministres, des exposés relatifs aux secteurs de la Justice, de l'Intérieur, du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, de l'Industrie pharmaceutique, de la Communication et la Culture.

Il est à noter que le projet de film sur l'Emir Abdelkader date de 2011. L'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc), relevant du ministère de la Culture, et la société de production et de distribution Cinema Libre Studio, établie à Hollywood (Los Angeles), avaient signé en 2013 un accord de coproduction pour la réalisation d'un film sur la vie de l'Emir Abdelkader, dont la période de tournage était fixée à 18 semaines, mais qui n'a pas vu le jour. L'Agence avait précisé

que le début du tournage de cette œuvre était prévu en novembre 2013, sachant que la réalisation avait été confiée au Franco-Américain Charles Burnett, avec la participation du réalisateur international américain Oliver Stone, en tant que producteur exécutif.

Le scénario du film avait été coécrit par l'anthropologue et chercheur en histoire de l'Emir et du soufisme, Zaim Khenchelaoui, ainsi que le cinéaste et producteur français Philippe Diaz.

Cependant, le projet a été «gelé» pour des raisons «techniques» et «logistiques» liées principalement au scénario et au décor. Le projet est financé par l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda) à hauteur de deux milliards de DA. Le compte consacré au financement du film avait été «gelé», tout en soulignant que le projet de film sur l'Emir Abdelkader est maintenu «jusqu'au déblocage des fonds», pour la production d'un grand film qui serait à la hauteur de cette illustre figure historique, avait annoncé le ministère de la Culture et des Arts auparavant.

A. S.

Joséphine Baker au Panthéon

## Son fils veut une cérémonie «populaire et festive»

L'artiste franco-américaine Joséphine Baker (1906-1975), figure éminente de la Résistance et de la lutte antiraciste, entrera au Panthéon le 30 novembre. La cérémonie fera de la célèbre meneuse de revue, née dans le Missouri et enterrée à Monaco, la première

femme noire à reposer dans la nécropole laïque.

Pour son fils, Brian Bouillon Baker, interrogé par BFMTV, «cette entrée au Panthéon est reconnaissance». «Passé la surprise, c'est beaucoup d'émotion et de fierté». Une pétition en faveur de l'interprète de la

célèbre chanson «J'ai deux amours» avait été lancée il y a deux ans par Laurent Kupferman. «Cette demande de panthéonisation a été faite par la famille Baker depuis 2013», raconte à l'AFP l'entrepreneuse Jennifer Guesdon, une des personnalités défendant la panthéonisation. La pétition comptait «quasiment 40 000 personnes signataires». «L'Elysée a contacté notre comité, puis il y a eu des rendez-vous avec les conseillers du président, avec Madame Brigitte Macron qui nous a fait l'honneur et le plaisir d'une visite à l'Elysée puis avec le président

lui-même», a expliqué le fils de Joséphine Baker à l'AFP. «C'est oui !», avait répondu le chef de l'Etat à l'issue de cet entretien, le 21 juillet dernier, avec un groupe de personnalités venues plaider en faveur de ce dossier, rapportait dimanche «Le Parisien».

A. F.

Festival de Deauville

## Johnny Depp participera à la prochaine édition

Le 47<sup>e</sup> Festival du cinéma américain de Deauville (Calvados) sera placé sous le signe de la «renaissance culturelle» et se tiendra en présence de l'acteur américain Johnny Depp, ont annoncé les organisateurs lors d'une conférence de presse.

L'acteur américain Johnny Depp, à l'affiche du film «City of Lies» de Brad Furman, présenté en première française hors compétition, fera le déplacement à Deauville pour assister au festival qui se tiendra du 3 au 12 septembre, ont annoncé les organisateurs. Johnny Depp se prêter même au jeu des rencontres avec les festivaliers, aux côtés d'Oliver Stone, réalisateur du documentaire «JFK l'enquête» qui plonge dans les secrets de l'assassinat de l'ancien président américain. Ces rencontres auront lieu samedi 4 septembre

et dimanche 5 septembre.

L'acteur hollywoodien doit également être récompensé du prix Donostia, au Festival du film de Saint-Sébastien en Espagne au mois de septembre, malgré les accusations de violences conjugales de son ex-femme contre lui.

En novembre 2020, Johnny

Depp a perdu son procès en diffamation à Londres contre le tabloïd «The Sun», qui l'avait décrit en mari violent envers son ex-épouse Amber Heard.

Citée comme témoin par la défense du journal britannique, elle l'accusait de lui avoir fait subir agressions verbales et physiques, menaces et intimidations.

Certains de ces épisodes étaient «si graves que j'avais peur qu'il me tue, que ce soit intentionnellement ou en perdant le contrôle, en allant trop loin», a-t-elle déclaré dans son témoignage écrit.

Le procès, révélant dans le détail des éléments de la vie privée du couple et les difficultés de

Johnny Depp avec l'alcool et les drogues, avait porté un coup très dur à la réputation de l'acteur. Le juge avait tranché en faveur du tabloïd, considérant que les qualifications du «Sun» étaient «substantiellement vraies» car «la grande majorité des agressions présumées ont été prouvées».

A. W.

Avant-première du nouveau James Bond

## Les tickets en vente à plus de 2 000 euros

C'est Monaco qui accueillera James Bond pour l'avant-première de «Mourir peut attendre», le dernier volet des aventures de Daniel Craig. La superproduction se dévoilera le 29 septembre 2021 à l'Opéra de Monte-Carlo, mais pas à n'importe quel prix, puisqu'il faudra déboursier plus de 2 000 euros (2123,23 euros exactement) d'après les médias monégasques, pour obtenir sa place. Initialement prévue le 8 avril 2020, la sortie du film a fina-

lement d'abord été repoussée au 11 novembre puis au 31 mars 2021, avant d'être de nouveau reportée au 6 octobre 2021 en France. Il aura fallu attendre 15 ans pour que la boucle Daniel Craig soit bouclée : le film signera la fin du cycle des cinq différents films où l'acteur incarne l'espion britannique.

Mais avant cette sortie officielle, cap sur Monaco pour son avant-première. Cette projection hors de prix semble être plus qu'un simple visionnage du long-métrage. Un dîner

au Casino de Monaco est organisé, sans le casting du film, mais avec le réalisateur Cary Joji Fukunaga et le prince Albert II.

Et si le prix est si élevé, c'est dans le but de financer le nouveau prix décerné par la Fondation Princesse Grace-USA (qui aide des artistes en théâtre, danse et cinéma) : un prix en l'honneur du regretté Roger Moore, membre fondateur de la fondation et ex-interprète de James Bond.

R. I.



Irak

# Un juteux trafic d'antiquités alimenté par la corruption et l'insécurité

■ S'offrir une tablette en argile vieille de plus de 3 000 ans avant notre ère est relativement facile et bon marché via internet, au risque d'alimenter le trafic d'antiquités dans un Irak miné par l'insécurité et la corruption.

Par Mourad M.

**S**ur liveauctioneers.com, un site de vente aux enchères, la «tablette sumérienne en terre cuite est mise à prix à environ 550 livres (645 euros) et appartiendrait à un gentleman du Sussex», dans le sud-est de l'Angleterre.

La pièce, qui comporte des traces d'écriture cunéiforme – l'écriture la plus vieille du monde –, «faisait partie d'une collection appartenant à un résident de Londres», avant 1992, toujours selon le site.

Il est toutefois difficile d'avoir la certitude que le petit objet d'à peine 70 grammes n'a pas été dérobé dans l'Irak actuel, là où s'élevait l'empire de Sumer au IV<sup>e</sup> millénaire av. J.-C.

Chez le Britannique TimeLine Auctions, maison-mère du site liveauctioneers.com, on dit être conscient du «problème de la contrebande de biens culturels. Mais nous investissons beaucoup d'argent et d'efforts pour éliminer les risques», indique à l'AFP Chris Wren, un responsable.

L'Irak, qu'ont foulé Sumériens, Assyriens et Babyloniens, est une terre de choix pour les contrebandiers. Les sites archéologiques y fourmillent et avec eux «les exhumations aléatoires» menées par les trafiquants, comme l'explique Laïth Majid, directeur du Conseil irakien des antiquités et du patrimoine, un organisme étatique.

«Nous n'avons pas de statistiques sur le nombre d'antiquités qui ont fait l'objet de contrebande en provenance d'Irak», précise M. Majid. Mais la corruption et l'avènement de groupes armés aux obédiences diverses ont favorisé ce juteux trafic.

Prenez ce site du sud de l'Irak, où les civilisations sumérienne et babylonienne ont prospéré. Son gardien, dont l'identité et le lieu de travail ne peuvent être révélés par crainte pour sa sécurité, dit avoir surpris à de multiples reprises des trafiquants.

«Un jour, j'ai vu un camion arriver avec trois hommes armés. Ils ont commencé à creuser et quand je les ai interpellés, ils ont tiré en l'air et m'ont crié : "Tu te crois chez toi, ici ?"», raconte-t-il.

Le manque de moyens mis en place par les autorités pour la protection des sites archéologiques est criant en Irak, où 40 % des 40 millions d'habitants vivent en-dessous du seuil de pauvreté.

Les sites se concentrent autour de Kout, Samawa et Nassiriya, dans le sud du pays. De là, les contrebandiers acheminent leur butin vers les marais du sud et Amara, ville située non loin de l'Iran qui est devenue la «plaque tournante du trafic d'antiquités», explique un archéologue irakien qui souhaite rester anonyme.

«La plupart des antiquités volées traversent la frontière vers l'Iran avant de prendre la route de la mer, à bord de bateaux de pêche vers les pays du Golfe», dit-il. Un autre itinéraire traverse le désert de l'ouest de l'Irak jusqu'aux frontières jordaniennes, syriennes et turques.

Une source gouvernementale irakienne assure que le trafic alimente les réseaux criminels dans un pays où les groupes armés, dont certains sont proches de l'Iran, ont fortement gagné en influence. La corruption des agents de l'État, mal payés, joue aussi un rôle. Selon le classement de l'ONG Transparency International, l'Irak est l'un des pays les plus corrompus au monde.

Lorsqu'il occupait de larges pans du territoire irakien entre 2014 et 2017, le groupe État



PH. A. D. R.

islamique a, lui, saccagé des dizaines de trésors pré-islamiques au bulldozer, à la pioche ou à l'explosif. A l'instar du site de Nimrod, joyau de l'empire assyrien fondé au XIII<sup>e</sup> siècle avant J.-C., situé en dehors de Mossoul, dans le nord de l'Irak.

«Les jihadistes ont aussi pratiqué la contrebande. Cela leur a rapporté de l'argent, mais cela a davantage affecté les régions de Syrie, où l'EI était présent», fait valoir un expert européen en sécurité sous couvert d'anonymat. Selon un rapport publié en 2020 par l'ONG Global Initiative Against Transnational Organized Crime, «sur les revenus annuels de l'EI, estimés

entre 2,35 et 2,68 milliards de dollars, 20 millions de dollars provenaient du trafic d'antiquités et de la taxation des contrebandiers, en 2015». Il y a quelques semaines, les États-Unis ont rendu à l'Irak 17 000 pièces archéologiques datant de près de 4 000 ans et pillées au cours des dernières décennies. S'il salue cet effort, le responsable gouvernemental interrogé par l'AFP estime que le problème «se situe dans les pays voisins de l'Irak», complices de ce trafic, selon lui. «L'État irakien est faible. Les pièces archéologiques ne sont pas une priorité pour lui», conclut-il.

M. M.



## Commentaire

Droite

Par Fouzia Mahmoudi

**C**es dernières semaines, une véritable bataille s'est engagée entre Valérie Pécresse et Bertrand Xavier, deux candidats de droite à la prochaine présidentielle de 2022, pour savoir celui qui aurait le discours le plus dur pour dénoncer l'islamisme et l'insécurité en France. Après la lourde charge de Xavier Bertrand dans le JDD, regrettant la «naïveté confondante» d'Emmanuel Macron sur l'islamisme, c'est au tour de Valérie Pécresse d'attaquer le chef de l'État sur ces questions. Interrogée sur RTL, la présidente de la région Île-de-France a regretté l'«aveuglement» du président de la République «sur l'islamisme (...), l'immigration incontrôlée, la montée de l'insécurité et la question de la laïcité dans notre pays». Selon elle, Emmanuel Macron «n'a pas vu ou pas voulu voir ces problèmes et a eu une prise de conscience tardive». «On assiste à une impuissance généralisée à faire appliquer les valeurs de la République (...) Il faut y mettre fin. C'est tout l'enjeu de 2022», estime Valérie Pécresse. Pour remédier à cela, la candidate estime que le pays a besoin d'un «choc d'autorité». Elle propose ainsi la généralisation de la police de proximité en rendant obligatoire la police municipale dans toutes les villes de plus de 10 000 habitants. Selon elle, l'État doit transférer aux communes «les moyens de le faire». «La police municipale gèrera toutes les incivilités et les petits actes de la vie courante et la police nationale pourra se confronter au vrai défi auquel elle doit faire face qui est celui de la grande criminalité», explique-t-elle. Interrogée sur la crise afghane, Valérie Pécresse a jugé que l'un des principaux défis de la France était de «stopper l'immigration» qui «peut disloquer notre pays à terme». «Il ne peut pas y avoir d'accueil inconditionnel de tous les Afghans en France. Il faut privilégier l'accueil des personnes déplacées sur zone», a-t-elle jugé. Toutefois, les électeurs de droite ont l'habitude de ces discours de campagne, à l'instar de ceux qu'avait tenus Nicolas Sarkozy lors de sa campagne de 2007, qui finissent pas être rapidement oubliés. Sarkozy qui avait promis de passer la «racaille au Karcher», avait finalement eu une politique sécuritaire plutôt banale, très loin de ce qu'attendaient ses électeurs. Surtout ceux qui avaient voté pour lui plutôt que pour Jean-Marie Le Pen et qui s'étaient sentis trahis par l'immédiate «ouverture» à gauche du président de droite. Les électeurs sont ainsi aujourd'hui bien plus méfiants vis-à-vis des discours des candidats à la présidentielle et Pécresse comme Bertrand devront d'une façon ou d'une autre prouver leur bonne foi s'ils espèrent recueillir les votes des électeurs les plus à droite. **F. M.**

## États-Unis

### Des inondations font plus de 20 morts dans le Tennessee

**D**es inondations «catastrophiques» après des pluies records dans le Tennessee, un État du sud des États-Unis, ont fait au moins 21 morts et vingt disparus, dont des enfants, ont indiqué des responsables locaux avertissant que ce bilan n'était encore que provisoire.

Le Tennessee a été frappé samedi par des pluies qualifiées d'«historiques» par les services météorologiques locaux, avec 38 centimètres de précipitations, ayant entraîné ces inondations mortelles.

Des autoroutes, des ponts, des routes de campagne et des centaines de maisons ont été emportées par l'eau et des panaches de courant ont affecté des milliers de personnes.

Dans le Humphreys County, à 90 minutes en voiture de la capitale de la country music, Nashville, les pluies diluviennes de samedi ont battu un record de précipitations en 24 heures pour le Tennessee, a déclaré le National Weather Service.

Le gouverneur Bill Lee a évo-

qué des images de «perte et de chagrin» à Waverly, une ville de 4 500 habitants qui déplore 20 décès. «Nos cœurs et nos prières doivent être pour ces gens de cette communauté, qui pour beaucoup ont non seulement souffert de la perte de leur maison mais aussi de la perte de membres de leur famille et d'amis», a-t-il déclaré, dimanche, lors d'une conférence de presse télévisée après avoir visité les lieux sinistrés.

Une 21<sup>e</sup> personne a été retrouvée morte ailleurs dans une zone plus éloignée, selon le chef de la police, Grant Gillespie.

Deux nourrissons sont décédés et une demi-douzaine d'enfants figurent sur la liste des disparus, a précisé le shérif du comté Christ Davis à CNN.

Initialement une quarantaine de personnes était portées disparues, mais ce nombre a été ramené à une vingtaine en fin d'après-midi. Les autorités, qui ont imposé un couvre-feu nocturne, espèrent toutes les retrouver.

La police a demandé aux

habitants de Waverly de rester chez eux après 20 heures en raison de «problèmes avec un petit nombre de pillages et d'intrusions».

«Waverly ressemble à une zone de guerre», a dit Karen Phair, 61 ans, au journal local «The Tennessean».

«Entre 22 et 43 centimètres de pluie sont tombés sur cette zone du centre du Tennessee durant une période de 6 heures samedi matin, et des intempéries ont continué dans la nuit», selon l'Agence de gestion des situations d'urgence de l'État, qui a qualifié les inondations de «catastrophiques».

Les eaux sont montées tellement vite que des gens n'ont pas eu le temps de se mettre à l'abri, selon des responsables locaux.

Un résident du comté, Rickey Larkin, a raconté au «New York Times» avoir dû s'accrocher, avec sa femme, à un matelas comme radeau de sauvetage après qu'un océan a englouti sa maison. «Nous étions à deux doigts de nous noyer. Je pensais que c'en était fini», a-t-il confié.





Twente (Pays-Bas)

## Zerrouki évoque son avenir

Dans un entretien accordé au quotidien néerlandais «*Het Parool*», le milieu international algérien Ramiz Zerrouki a évoqué son avenir. Le milieu de terrain souhaite rester à Twente. «*On ne sait jamais comment les choses vont se passer, mais je ne suis pas impliqué du tout dans d'autres clubs. Je vois suffisamment de points à améliorer ici et le FC Twente est l'environnement idéal pour me développer davantage.*

*Il y a un an, je me suis battu pour ma dernière chance. Je me tenais sur le terrain avec l'idée : c'est maintenant ou jamais. Quelque chose a chan-*

*gé, oui. Mais la saison dernière ne compte plus.*

*Je dois continuer maintenant», a déclaré l'international algérien dans un entretien accordé à «Het Parool».*

Lors de cet entretien, Zerrouki a également évoqué la sélection algérienne. «*J'étais à Amsterdam avec mes parents et mon frère quand j'ai appris que j'avais été sélectionné. Ce fut un moment de joie pour nous tous. J'ai toujours de bons contacts avec ma famille en Algérie et je sais ce que le football signifie pour tout le monde là-bas. Cela a toujours été un rêve de jouer pour l'Algérie».*

Coupe arabe des nations (dames)

## Fertoul : «Le premier match face à la Jordanie sera la clé de la qualification»

La sélectionneuse de l'équipe nationale de football (dames), Radia Fertoul, a estimé que le match face à la Jordanie, mercredi au stade de la police au Caire (20h00, algériennes), «*sera la clé de qualification pour les demi-finales*» de la 3<sup>e</sup> Coupe arabe des nations, prévue du 24 août au 6 septembre en Egypte. «*La Jordanie sera notre premier adversaire dans cette compétition. Nous le connaissons, puisque nous l'avons déjà affronté en 2018 à quatre reprises en amical, avec un bilan de deux victoires et deux défaites. Mais depuis, les données ont certainement changé. Nous partirons à chances égales dans ce groupe. Une victoire lors du premier match nous permettra de valider notre billet pour les demi-finales. Mais je tiens à préciser que notre principal objectif est de nous qualifier à la prochaine CAN-2022*», a indiqué Fertoul, dans un entretien diffusé dimanche sur la chaîne officielle YouTube de la Fédération algérienne (FAF). Lors de la Coupe arabe, l'Algérie évoluera dans le groupe B, en compagnie de la Jordanie et de la Palestine. Le groupe A, à quatre équipes, est composé de l'Egypte (pays hôte), de la Tunisie, du Soudan et du Liban. Les deux premiers de chaque poule se qualifient pour les demi-finales.

La délégation algérienne s'est envolée ce dimanche pour le Caire, à bord d'un avion spé-

cial, en présence de 25 joueuses, dont une évoluant à l'étranger : Chaâbane Lina (FC Fleury 91/ France).

«*Nous avons eu du mal à composer la liste des joueuses en raison de la situation sanitaire liée au Covid-19, puisque nous avons tablé sur la présence de plusieurs éléments évoluant à l'étranger. Finalement il n'y aura qu'une seule joueuse, à savoir Chaâbane Lina*», a-t-elle ajouté. Avant d'enchaîner : «*Nous avons effectué 7 stages de préparation en prévision de ce rendez-vous arabe. Nous allons tout faire pour bien représenter le drapeau national, même si notre dernier match international remonte à février 2020*».

Par ailleurs, concernant le match aller face au Soudan, comptant pour le premier tour des éliminatoires de la CAN-2022, Radia Fertoul a indiqué que la première manche «*devrait avoir lieu le mercredi 20 octobre au stade du 5-Juillet (18h00), en attendant que la partie soudanaise ne fixe la date du match retour (24, 25, 26 octobre)*». En cas de qualification, l'équipe nationale sera opposée, au 2<sup>e</sup> et dernier tour (14 - 23 février 2022), au vainqueur de la double confrontation entre le Mozambique et l'Afrique du Sud, vice-championne d'Afrique. 44 pays africains (record) prendront part à ces éliminatoires. Le Maroc, pays hôte, est qualifié d'office.

Ligue I (38<sup>e</sup> et dernière journée)

## Trois clubs dans la tourmente

■ Lors de cette 38<sup>e</sup> et dernière journée, trois clubs seront dans la tourmente et joueront pour éviter la relégation en Ligue I, à savoir le WAT, l'ASO et l'ASAM, avec la précision qu'un seul d'entre eux devrait être rétrogradé et rejoindre la JSMS, le CABBA et l'USMBA qui le sont déjà.



Les Tlemcéniens seront les plus menacés

Par Mahfoud M.

Ainsi, ces trois formations auront des fortunes diverses vu que certaines joueront à domicile, alors que d'autres auront des déplacements périlleux à effectuer. Le WA Tlemcen sera l'équipe la plus menacée, puisqu'elle se rend à Sétif pour croiser le fer avec l'Entente locale qui souhaite terminer la saison sur une victoire et prouver qu'elle mérite cette deuxième place qualificative à la Ligue des champions d'Afrique. Les Zianides auront donc fort à faire devant l'Aigle Noir qui ne désire pas terminer sur une mauvaise note.

Sachant qu'ils n'ont pas

d'autre choix que de l'emporter et attendre les résultats des autres matchs, les Bleu et Blanc se donneront à fond lors de cette rencontre. De son côté, l'ASO Chlef sera sous pression lors de cette dernière journée, même sa mission n'est pas aussi difficile, étant donné qu'elle reçoit à domicile, au stade Boumezrag, la formation du RC Relizane. Les Lions du Chélif partent favoris et ne devraient pas trouver de peine pour l'emporter, mais ils doivent quand même être prudents face à cette équipe qui n'a rien à perdre. Enfin, le dernier match à enjeu aura lieu à Béchar entre la JS Saoura et l'AS Ain M'lila. Les M'lisils avaient pourtant bien débuté la saison avant de

se retrouver dans une situation difficile. Les gars de la Saoura sont intraitables à domicile ce qui rendra pénible la situation de l'ASAM dont les joueurs doivent se donner à fond pour éviter la relégation en DII.

M. M.

Le programme :

**Mardi 24 août 2021 :**

CRB-USB	(17h30)
CABBA-OM	(17h30)
JSMS-USMA	(17h30)
MCA-NAHD	(17h30)
WAT-ESS	(17h30)
PAC-JSK	(17h30)
MCO-NCM	(21h)
USMBA-CSC	(21h)
JSS-ASAM	(21h)
ASO-RCR	(21h)

Classement des buteurs

## Sayoud revient à un but de Messaoudi

L'attaquant du CR Belouizdad, Amir Sayoud, auteur d'un doublé samedi soir lors de la victoire en déplacement face à l'USM Alger (4-2), est revenu à un but du meilleur buteur du championnat de Ligue 1 de football, Billel Messaoudi (JS Saoura), en tête avec 19 réalisations. Considéré comme le meilleur joueur de la saison, Sayoud est parvenu à atteindre la barre de 18 buts, lui

qui a largement contribué au 8<sup>e</sup> titre de champion décroché par le Chabab. Non convoqué par le sélectionneur de l'équipe nationale A', composée de joueurs locaux, en vue des deux matchs amicaux face à la Syrie (26 août) et le Burundi (29 août) à Doha (Qatar), contrairement à Messaoudi, Sayoud devrait figurer dans la liste de l'équipe nationale, en vue des deux premiers matchs du 2<sup>e</sup> tour des éliminatoires du Mondial 2022

: le jeudi 2 septembre face à Djibouti à Blida et le mardi 7 septembre devant le Burkina Faso à Marrakech (Maroc). Dans le cas où il est aligné lors du dernier match en championnat, mardi à domicile face à l'US Biskra (17h30) pour le compte de la 38<sup>e</sup> et dernière journée, Sayoud aura une belle occasion de revenir à hauteur de Messaoudi, et même le dépasser au classement des buteurs. Ce duo de tête est talonné de près par trois joueurs qui comptent 15 buts chacun : Mohamed Amine Amoura (ES Sétif), Ismaïl Belkacemi (USM Alger) et Hicham Khalfallah (CR Belouizdad). Pour rappel, trois joueurs avaient terminé meilleurs buteurs lors de la saison 2019-2020, suspendue en mars 2020 en raison de la pandémie de coronavirus. Il s'agit de Mohamed Amine Abid (CS Constantine), Mohamed Tiaïba (AS Ain M'lila puis Al-Taae Hail - Arabie saoudite - puis AS Ain M'lila) et Abdennour Belhocini (USM Bel-Abbès puis Umm-Salal et Al-Wakrah/Qatar) avec 10 buts chacun.

Championnats du monde U20 d'athlétisme

## Mohamed-Ali Gouaned en argent

Le demi-fondiste algérien Mohamed-Ali Gouaned a décroché la médaille d'argent sur le 800 mètres des Championnats du monde des moins de 20 ans, qui se sont clôturés dimanche soir dans la capitale kényenne, Nairobi. L'Algérien est entré en deuxième position, en 1:44.45, derrière le Kenyan Emmanuel Wanyonyi, vainqueur en 1:43.76, au moment où un autre Kenyan, Noah Kibet, a complété le podium en 1:44.88. Selon la Fédération algérienne d'athlétisme, «*le chrono de Gouaned est considéré comme un nouveau record national du 800 mètres chez les moins de vingt ans*». De son côté, Abderrahmane Daoud a terminé en 14<sup>e</sup> position en finale du 3000

mètres/steeple, disputée un peu plus tôt dans la journée, et pendant laquelle il avait réalisé un chrono de 9:18.96. Cette course a été remportée par le Kenyan Amos Serem en 8:30.72, devant l'Ethiopien Tadese Takélé (8:33.15), au moment où un autre Kenyan, Simon Kiprop, a complété le podium, en 8:37.79. Pour sa part, Ghania Rezzik a terminé en 11<sup>e</sup> position de la finale du 1500 mètres féminin, avec un chrono de 4 minutes, 33 secondes et 68 centièmes. Cette course a été remportée par la Kenyane Purity Chepkirui, en 4 minutes, 16 secondes et 07 centièmes, devant l'Ethiopienne Diribe Welteji (4:16.39), au moment où une autre Kenyane, Winnie Jemutai, a complété le

podium en 4 minutes et 18 secondes. Au total, l'Algérie a engagé 11 athlètes dans ces Championnats du monde des U20 (7 garçons / 4 filles), et Mohamed-Ali Gouaned a été finalement le seul à décrocher une médaille. Les huit autres représentants algériens dans cette compétition ont été : Yazid Dalla (3000 mètres steeple), Karim Belmahdi (1500 mètres), Haïthem Chenitef (800 mètres), Soheil Aloui (10.000 mètres/marche) et Abdennour Ameur (10.000 mètres/marche) chez les garçons, ainsi que Melissa Touloum (10.000 mètres/marche), Rokaïa Mouici (1500 mètres) et Rahil Hamel (100 mètres/haies) chez les filles.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejouralgerie.com>

HRW

## Les frappes israéliennes contre des tours à Ghaza peuvent constituer des crimes de guerre

Les frappes aériennes israéliennes, qui ont détruit quatre immeubles résidentiels de plusieurs étages à Ghaza lors de l'agression de mai dernier, pourraient constituer des crimes de guerre, a déclaré mardi Human Rights Watch (HRW).

Entre le 11 et le 15 mai, les forces israéliennes ont attaqué les tours Hanadi, al-Jawhara, al-Shorouk et al-Jalaa situées dans le quartier densément peuplé d'al-Rimal, dans la ville de Ghaza.

Trois de ces immeubles se sont immédiatement effondrés, tandis que le quatrième (la tour al-Jawhara) a subi d'importants dommages.

«Les frappes aériennes apparemment illégales effectuées par l'armée israélienne contre quatre tours d'habitation à Ghaza ont causé des dommages graves et durables aux nombreux Palestiniens qui y vivaient, y travaillaient, y faisaient des achats ou avaient recours à des entreprises qui y étaient basées», a déclaré Richard Weir, chercheur auprès de la division Crises et conflits à Human Rights Watch.

«L'armée israélienne devrait rendre publics les éléments de preuve sur lesquels elle affirme s'être appuyée pour mener ces attaques».

S. Y.

COP15 sur la biodiversité

## Reprise des négociations en ligne

Les délégations des pays membres de la Convention de l'ONU sur la biodiversité biologique (CBD) sont réunis depuis hier en ligne et jusqu'au 3 septembre, dans la perspective de la COP15 sur la biodiversité, qui vient d'être repoussée à avril 2022. La CBD a présenté en juillet un projet de texte devant être finalisé lors de négociations à Kunming, en Chine, au printemps prochain, visant à «vivre en harmonie avec la nature à l'horizon 2050», avec des objectifs intermédiaires pour 2030.

C'est la première fois que les délégations se retrouvent depuis la publication du texte.

La COP15, une réunion internationale jugée essentielle pour la protection de la nature, s'ou-

vrira dans un premier temps avec un sommet virtuel, du 11 au 15 octobre.

Mais les négociations proprement dites, en présentiel, se tiendront dans un second temps à Kunming, en Chine, du 25 avril au 8 mai 2022.

La COP15, qui devait initialement se tenir en octobre 2020, avait déjà été repoussée d'un an. L'annonce du report de la CBD a été plutôt bien accueillie par des ONG comme WWF, estimant qu'il laissait plus de temps pour améliorer le texte et tenir des négociations en présentiel, tout en insistant sur l'urgence à agir car la dégradation de la nature par les activités humaines se poursuit.

G. K.

Covid-19

## La Syrie fait face à une quatrième vague

La Syrie fait face à une quatrième vague de coronavirus (Covid-19) après avoir enregistré une augmentation remarquable du nombre d'infections la semaine dernière, indique l'agence SANA, citant des données du ministère de la Santé.

Le nombre d'infections recensé, entre le 14 et le 22 août, a atteint 552 cas contre 48 cas enregistrés durant la même période du mois dernier, selon le ministère de la Santé. «Nous sommes au début d'une 4<sup>e</sup> vague d'infection», a indiqué le spécialiste en maladies pulmonaires Abdel Rahman Dakkak, ajoutant que «les symptômes sont les mêmes que ceux de la vague précédente».

L'augmentation progressive du nombre d'infections enregistré et confirmé a commencé au

début de ce mois dans les gouvernorats de Damas, Alep et Lattaquié, selon les données du ministère. La Syrie recense 1 971 décès dus au coronavirus depuis son apparition dans le pays.

K. M.

Accidents de la route

## Sept décès en une journée

Sept personnes ont trouvé la mort et 271 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus à travers le territoire national durant les dernières 24 heures, indique, hier, un bilan de la Protection civile.

Par ailleurs, le bilan fait état de deux décès par noyade à Tizi Ouzou et Ain Defla : un jeune homme (22 ans) à la plage Tamda Ouguemoune, dans la commune d'Iflissen, et un enfant (14 ans) dans une mare d'eau au lieu-dit Boukaat el-Makhfi, commune de

## Bientôt la rentrée



Loumis

Djalou@hotmail.com

Suite au démantèlement d'un réseau criminel

## Saisie de plus de 5 000 capsules médicales à Alger

La brigade de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants de la division Est, relevant de la Police judiciaire de la Sûreté de la wilaya d'Alger, a démantelé un réseau criminel de trafic de comprimés psychotropes, a indiqué, hier, un communiqué de la sûreté de la wilaya d'Alger.

Par Bilal L.

Cette opération a permis l'arrestation d'une bande de malfaiteurs composée de trois suspects âgés entre 23 et 37 ans ainsi que la saisie d'une caisse en carton comprenant 5 192 capsules médicales, un véhicule utilitaire, un motocycle et deux téléphones mobiles», précise la même source.

La sûreté de la circonscription administrative de Bab El Oued a

traité 43 affaires relatives à la détention et au trafic illicite de drogues (cannabis), de drogues dures (héroïne) et de comprimés psychotropes.

Le traitement de ces affaires s'est soldé par «l'arrestation de 49 individus et la saisie de 39.81 gr d'héroïne, 123 gr de cannabis, 263 comprimés psychotropes et 4 flacons de psychotropes liquides», ajoute le communiqué.

Les mis en cause ont été déférés devant le procureur de la République territorialement com-

pétent.

Dans le cadre des mesures préventives contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), les éléments de la Police générale et réglementation ont procédé à l'application de 73 décisions de fermeture immédiate de locaux commerciaux», tandis que les opérations de sensibilisation aux gestes barrières se poursuivent en coordination avec les différents services.

B. L.

Tlemcen

## Plus de 600 kg de kif saisis

Le service de la police judiciaire, relevant de la sûreté de wilaya de Tlemcen, a saisi, durant les sept premiers mois de l'année en cours, près de 637 kg de kif traité, a-t-on appris, hier, auprès de la cellule de communication relevant de ce corps constitué. La même source a indiqué, dans un bilan transmis à la presse, que les éléments de la PJ ont également saisi 11 503 comprimés psycho-

tropes, outre 14,65 grammes de cocaïne et 10 canettes de liquide psychotrope. Dans ces affaires de consommation, commercialisation de kif et de psychotropes au nombre de 382, quelque 602 personnes impliquées dans ce trafic ont été arrêtées, a-t-on fait savoir. Par ailleurs, le même service a enregistré, durant les sept premiers mois de cette année, plus de 2 100 affaires relatives aux crimes

et délits contre les personnes et les biens, impliquant 2 642 individus présentés devant la justice, a-t-on précisé.

Autres affaires enregistrées durant la période précitée, figurent 17 cas relatifs aux crimes électroniques ayant permis l'arrestation de 23 individus. Quelque 18 871 unités de boissons alcoolisées ont été également saisies, a-t-on conclu.

R. M.

quatre incendies urbains, industriels et divers à travers les wilayas d'El Oued, Tiaret, Annaba et Skikda.

S'agissant des activités de lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 48 opérations de sensibilisation et 61 autres de désinfection générale à travers le territoire national, ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

R. L.